

29 avril 2008

C(2008)1740

E/763/2008

N O R M A L E

JEUDI 8 MAI 2008 - 11 H

**Observations éventuelles : service des procédures écrites SG-A-3
Fax : 64316 - Tél.: 52362 / 52363**

Objet : Programme de travail
- protection civile

Proposition de M. DIMAS

Décision proposée :

- approuver le projet de décision de la Commission relative au programme de travail annuel concernant les actions à financer dans le cadre d'un projet pilote et d'une action préparatoire dans le domaine de la protection civile et constituant décision de financement en application de l'article 75, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil;
- ne pas publier au JO.

Commentaire :

Ce programme de travail concerne un projet pilote destiné à renforcer la coopération entre les États membres dans la lutte contre les incendies de forêt et une action préparatoire concernant une capacité de réaction rapide de l'UE.

Les incidences financières sont précisées dans la fiche d'accompagnement.



Jordi AYET PUIGARNAU
Directeur du Greffe



Copie : MM. CARL, RICHELLE, ROMERO REQUENA, CAVACO SERVINHO, LEIGH, ZOUREK, COLASANTI, FAULL, SCHENKEL, AHNER, LANDABURU, SILVA RODRIGUES, MADELIN, RUETE, Mme DURAND f.f.



NOTE DU SECRETARIAT GENERAL**PREPARATION DU DOCUMENT**Direction(s) générale(s) responsable(s)

ENV Environnement

Service(s) consulté(s) (Référence de la consultation CIS-Net : 1047)
pour accord

AIDCO	EuropAid - Office de coopération	: Accord
BUDG	Budget	: Accord
ECHO	Aide humanitaire	: Accord
ELARG	Elargissement	: Accord
ENTR	Entreprises et industrie	: Accord
INFSO	Société de l'information et médias	: Accord
JLS	Justice, Liberté et Sécurité	: Accord
JRC	Centre commun de recherche	: Accord
REGIO	Politique régionale	: Accord
RELEX	Relations extérieures	: Accord
RTD	Recherche	: Accord
SANCO	Santé et protection des consommateurs	: Accord
SG	Secrétariat général	: Accord
TREN	Energie et Transports	: Accord

pour avis

SJ Service juridique : Avis favorable

Langue originale : EN

En cas de demande de corrigendum/suspension de cette procédure, les cabinets et/ou le Service juridique sont invités à envoyer leurs observations à la boîte fonctionnelle "SG A-3 ACCORDS CABINETS".

Dossier traité par Marie Olga SUBHAN - BERL 08/399 - 94904

Pour toute question générale relative à une procédure écrite, veuillez vous adresser à la boîte fonctionnelle : SG GREFFE INFO.

Info-point PUBLICATION : Ulrike TRAUTENBERGER (tél. 67372) et Stefanie HEILEMANN (tél. 61797)

Info-point NOTIFICATION : Maria Serena MARTIN GALAN (tél. 95948) et Giovanni VALASTRO (tél. 61594)

BUDGETARY IMPACT STATEMENT

(cf. Article 16 of the Internal Rules)

POLICY AREA: ENVIRONMENT

ACTIVITY: ENVIRONMENTAL PROGRAMMES AND PROJECTS

WORK PROGRAMME FOR: DRAFT COMMISSION DECISION ON THE ANNUAL WORK PROGRAMME FOR THE ACTIONS TO BE FINANCED IN THE FRAMEWORK OF A PILOT PROJECT AND A PREPARATORY ACTION IN THE AREA OF CIVIL PROTECTION

1. BUDGET HEADINGS CONCERNED AND TITLES

07 04 04 – Pilot project to step up cooperation between Member States on combating forest fires

07 04 05 – Preparatory action on an EU rapid response capability

2. LEGAL BASIS

Pilot project and preparatory action in accordance with Art. 49.2 and 49.6a and b of Regulation (EC, Euratom) No 1605/2002 (Financial Regulation).

3. OVERALL FIGURES FOR THE FINANCIAL YEAR (IN EUROS)

3.a – Current year

Commitment appropriations

Budget line 07 04 04	Commitment appropriations	Payment appropriations
Initial appropriation for the financial year (budget)	3 500 000	1 750 000
Transfers	0	0
Additional appropriation	0	0
Total appropriation	3 500 000	1 750 000

Budget line 07 04 05	Commitment appropriations	Payment appropriations
Initial appropriation for the financial year (budget)	4 000 000	1 600 000
Transfers	0	0
Additional appropriation	0	0
Total appropriation	4 000 000	1 600 000

3.b – Carry-overs

Budget line 07 04 04	Commitment appropriations	Payment appropriations
Carry-overs	1 750 000	1 750 000
Appropriations already set aside by another work programme	0	0
Balance available	1 750 000	1 750 000
Amount for the action proposed	1 750 000	1 750 000

Budget line 07 04 05	Commitment appropriations	Payment appropriations
Carry-overs	2 400 000	2 400 000
Appropriations already set aside by another work programme	0	0
Balance available	2 400 000	2 400 000
Amount for the action proposed	2 400 000	2 400 000

4. DESCRIPTION OF THE ACTIONS

An amount of € 3 500 000 on budget line 07 04 04 is earmarked for actions to be financed through a direct grant, intended to improve the mobilisation of operational resources and emergency support from Member States through the Community Mechanism for Civil Protection to assist a Member State in coping with forest fires too numerous and too intense to be handled by that State using its own logistical capacity and manpower.

The duration of the action funded under budget line 07 04 04 will be between 4 months (min) and 18 months (max).

An amount of € 4 000 000 on budget line 07 04 05 is earmarked for actions to be selected further to a call for proposals, designed to respond immediately to critical needs arising from major disasters and intended to improve the availability of assistance by ensuring that key civil protection resources and essential equipment are either available or on standby during relevant periods, in line with scenarios for responding to major disasters.

The duration of the actions funded under the project will be between 6 months (min) and 2 years (max).

5. METHOD OF CALCULATION ADOPTED

Commitments will be made as set out in table 3, i.e. 100% in the current year.

Payments on the pilot project will be made in accordance with the underlying grant agreement: 50% pre-financing + final settlement.

Payment on the preparatory actions will be made in accordance with the underlying grant agreements: 40% pre-financing + 40% interim payment + 20% final settlement.

6. PAYMENT SCHEDULE (IN EURO)

	Amount	2008	2009	2010
Budget line 07 04 04	3 500 000	1 750 000	1 750 000	
Total	3 500 000	1 750 000	1 750 000	
Budget line 07 04 05	4 000 000	1 600 000	1 600 000	800 000
Total	4 000 000	1 600 000	1 600 000	800 000

COMMUNICATION À LA COMMISSION

La décision dont le projet est joint établit un programme de travail annuel en matière de subventions en vue de la mise en œuvre en 2008:

- d'un projet pilote destiné à renforcer la coopération entre les États membres dans la lutte contre les incendies de forêt et
- d'une action préparatoire concernant une capacité de réaction rapide de l'UE.

Afin de procéder à la publication de l'appel prévu au titre de la décision, de prendre les engagements financiers et juridiques appropriés en 2008 et de mettre en œuvre le projet pilote et l'action préparatoire, la Commission est invitée à:

- (1) adopter le projet de décision figurant en annexe;
- (2) habiliter la DG Environnement à mettre en œuvre la décision proposée.



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles,
C 1 (2008)

NE PAS PUBLIER

Projet de

DÉCISION DE LA COMMISSION

du [...]

**relative au programme de travail annuel concernant les actions à financer dans le cadre
d'un projet pilote et d'une action préparatoire dans le domaine de la protection civile**

Projet de

DÉCISION DE LA COMMISSION

du [...]

relative au programme de travail annuel concernant les actions à financer dans le cadre d'un projet pilote et d'une action préparatoire dans le domaine de la protection civile

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes¹, modifié en dernier lieu par le règlement (CE, Euratom) n° 1995/2006 du Conseil du 13 décembre 2006², et notamment son article 49, paragraphe 6, points a) et b),

considérant ce qui suit:

- (1) En vertu de l'article 49, paragraphe 1, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 (ci-après dénommé «règlement financier»), l'exécution des crédits inscrits au budget pour toute action des Communautés ou de l'Union européenne requiert l'adoption préalable d'un acte de base.
- (2) En vertu de l'article 49, paragraphe 6, points a) et b), du règlement financier, par dérogation au paragraphe 1, les crédits relatifs à des projets pilotes de nature expérimentale visant à tester la faisabilité d'une action et son utilité et les crédits relatifs à des actions préparatoires dans les domaines d'application du traité CE, destinées à préparer des propositions en vue de l'adoption d'actions futures, peuvent être exécutés sans acte de base, pour autant que les actions financées relèvent de la compétence communautaire ou de celle de l'Union.
- (3) En vertu de l'article 110 du règlement financier, les subventions font l'objet d'un programme annuel. Ce programme de travail annuel est mis en œuvre par la publication d'appels de propositions, sauf dans les cas d'urgence exceptionnels et dûment justifiés ou si les caractéristiques du bénéficiaire ou de l'action l'imposent comme seul choix pour une action déterminée.
- (4) Conformément à l'article 166 du règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 du 23 décembre 2002 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier

¹ JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.

² JO L 390 du 30.12.2006, p. 1.

applicable au budget général des Communautés européennes³ (ci-après dénommé «modalités d'exécution du règlement financier»), modifié en dernier lieu par le règlement (CE, Euratom) n° 478/2007 de la Commission du 23 avril 2007⁴, le programme de travail annuel en matière de subventions est adopté par la Commission. Il précise l'acte de base, les objectifs et le calendrier des appels de propositions avec leur montant indicatif et les résultats attendus.

- (5) Conformément à l'article 168, paragraphe 1, point f), des modalités d'exécution du règlement financier, des subventions peuvent être octroyées sans appel de propositions pour des actions ayant des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier d'organisme en raison de sa compétence technique, de son degré élevé de spécialisation ou de son pouvoir administratif, à condition que les actions concernées ne relèvent pas d'un appel de propositions.
- (6) Les événements survenus ces dernières années, notamment au cours de l'été 2007, ont mis en évidence l'échelle des risques dans certains États membres lorsque des feux de forêt se produisent. Le niveau de risque est surveillé par le système européen d'information sur les incendies de forêt géré par le centre commun de recherche. Dans presque tous les cas, les pays qui ont dû faire face à ces événements n'ont pas pu maîtriser la situation sans l'assistance opérationnelle des autres États membres. Bien que la lutte contre les incendies et l'organisation des secours incombent à l'État membre concerné, la fréquence et l'intensité des incendies qui ont ravagé de nombreux États membres font qu'il est nécessaire de prévoir une coopération opérationnelle renforcée entre États membres.
- (7) Le 4 septembre 2007, le Parlement européen a adopté une résolution⁵ sur les catastrophes naturelles survenues durant l'été 2007, dans laquelle il se félicite de la solidarité manifestée par l'Union européenne, ses États membres et d'autres pays, qui ont porté assistance aux régions touchées par les incendies de forêt, attire l'attention sur le fait que, par leur ampleur et leurs implications, ces phénomènes dépassent fréquemment le cadre et les capacités régionales et nationales, et demande d'urgence un engagement européen effectif.
- (8) Dans sa résolution du 4 septembre 2007 sur les catastrophes naturelles survenues durant l'été 2007, le Parlement européen a pleinement reconnu la contribution apportée par le centre de suivi et d'information (MIC), qui a appuyé et facilité la mobilisation et la coordination des secours relevant de la protection civile lors des situations d'urgence; il a constaté toutefois que les ressources dont disposent les États membres pour lutter contre les incendies de forêt, en particulier les moyens aériens, sont limitées, et que les États membres ne sont pas toujours en mesure de proposer leur aide, quand leurs ressources sont sollicitées sur le territoire national. En conséquence, certains États membres ont reçu moins d'aide que d'autres et l'UE dans son ensemble n'a pas fait preuve d'une solidarité suffisante. Les événements de l'été 2007 ont prouvé que l'assistance des États membres n'a pas été suffisante pour assurer une réaction rapide et appropriée en matière de protection civile dans toutes ces situations d'urgence.

³ JO L 357 du 31.12.2002. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE, Euratom) n° 1995/2006 du Conseil du 13 décembre 2006, JO L 390 du 30.12.2006.

⁴ JO L 111 du 28.4.2007, p. 13.

⁵ P6_TA(2007)0362, résolution du Parlement européen du 4 septembre 2007 sur les catastrophes naturelles.

- (9) Dans la résolution du 4 septembre 2007, le Parlement européen a demandé la création d'une force européenne en mesure de réagir immédiatement en cas d'urgence, ainsi que le propose le rapport de M. Barnier intitulé «Pour une force européenne de protection civile: Europe Aid». Par ailleurs, le 12 décembre 2007, le Parlement européen, dans sa résolution sur le programme législatif et de travail de la Commission pour 2008, suggère, au paragraphe 38, la création d'une force européenne capable de réagir immédiatement en cas d'urgence, ainsi que le propose le rapport Barnier, et demande à la Commission d'élaborer une proposition concrète à cet égard.
- (10) Le 20 décembre 2007, la Commission a adopté des modalités d'exécution créant un cadre technique pour 13 types de modules de protection civile⁶, dont, notamment, le pompage et la purification de l'eau, les opérations de recherches et de sauvetage en milieu urbain et en milieu contaminé, la lutte contre les feux à l'aide de moyens aériens, l'assistance médicale, les abris d'urgence, la détection des contaminations après les catastrophes, ainsi que les équipes d'assistance technique.
- (11) La Commission a défini son approche visant à renforcer la capacité de réaction de l'Union européenne en cas de catastrophes dans sa communication COM(2008) 130 final du 5 mars 2008. Il s'agit notamment de tester les modalités convenues avec les États membres pour que les modules de protection civile soient disponibles à tout moment aux fins des interventions relevant de la protection civile.
- (12) L'autorité budgétaire a prévu un financement spécifique dans le budget de l'UE pour 2008, à savoir, la ligne budgétaire 07 04 04 pour un projet pilote destiné à renforcer la coopération entre les États membres dans la lutte contre les incendies de forêt et la ligne budgétaire 07 04 05 pour une action préparatoire concernant une capacité de réaction rapide de l'UE.
- (13) Il est donc nécessaire d'adopter un programme de travail pour les actions à financer au titre de ces deux lignes budgétaires.
- (14) La présente décision constitue une décision de financement au sens de l'article 75 du règlement financier et de l'article 90 des modalités d'exécution du règlement financier et s'applique aux fonds que l'autorité budgétaire a affectés au titre du budget 2008 à un projet pilote et à une action préparatoire en vue de tester les modalités mentionnées au considérant 11,

DÉCIDE:

Article premier

1. Le programme de travail figurant aux annexes I et II est adopté comme programme de travail annuel pour les actions à financer dans le cadre, respectivement, d'un projet pilote destiné à renforcer la coopération entre les États membres dans la lutte contre les incendies de forêt et d'une action préparatoire concernant une capacité de réaction rapide de l'UE.

⁶ JO L 20 du 24.1.2008, p. 23.

2. Le directeur général de la DG Environnement publie le programme de travail annuel en matière de subventions figurant aux annexes I et II et veille à sa mise en œuvre.

Article 2

La contribution maximale de la Communauté est fixée à 3 500 000 EUR qui seront financés sur la ligne budgétaire 07 04 04 et à 4 000 000 EUR qui seront financés sur la ligne budgétaire 07 04 05 du budget général de l'Union européenne pour 2008.

Fait à Bruxelles, le [...]

Par la Commission
Stavros DIMAS
Membre de la Commission

ANNEXE I

1. **ACTIONS A MENER EN 2008 AU MOYEN D'UNE SUBVENTION DIRECTE:** Projet pilote destiné à renforcer la coopération entre les États membres dans la lutte contre les incendies de forêt

Base juridique:

Projet pilote et actions préparatoires conformément à l'article 49, paragraphe 6, points a) et b), du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 (règlement financier)

- 1.1. **Ligne budgétaire:**

07 04 04 – Projet pilote destiné à renforcer la coopération entre les États membres dans la lutte contre les incendies de forêt

- 1.2. **Enveloppe budgétaire:** 3 500 000 EUR

- 1.3. **Nombre indicatif de projets à financer:** 1

- 1.4. **Objectifs des actions:**

Améliorer la mobilisation des moyens opérationnels et des structures d'urgence en provenance des États membres dans le cadre du mécanisme communautaire de protection civile pour aider l'un d'entre eux à faire face à des incendies de forêt dont le nombre et l'intensité excèdent la capacité logistique et humaine dudit État.

La durée des actions financées au titre du projet se situera entre 4 mois (au minimum) et 18 mois (au maximum).

- 1.5. **Résultats attendus:**

Les actions devraient permettre 1) de mettre en commun les ressources et de déployer et de mettre en commun des ressources de réserve supplémentaires; 2) de tirer les enseignements de la mise à disposition des ressources de lutte contre les incendies pour les opérations européennes de lutte contre les feux de forêt et 3) de définir des scénarios de réaction aux incendies de grande ampleur, et notamment d'établir l'inventaire des ressources nationales existantes et de déterminer les facteurs qui pourraient limiter la mise à disposition de ces capacités pour aider les États membres en proie à des incendies de grande ampleur.

Ces actions pourraient consister à tester une réserve tactique qui fournirait une assistance en matière de lutte contre les incendies dans les États membres même lorsque ceux qui pourraient éventuellement apporter leur assistance sont confrontés à de hauts risques ou à des situations d'urgence graves sur leur territoire et ne sont donc pas en mesure d'aider l'État membre demandant de l'aide.

- 1.6. **Éléments justifiant l'octroi d'une subvention sans appel de propositions:**

L'éventail des bénéficiaires est limité aux entités publiques chargées de lutter contre les feux de grande ampleur et de couvrir la ou les régions éventuellement sinistrées.

L'action ne peut donc être mise en œuvre que par un groupe d'entités publiques de la région concernée. On estime par conséquent qu'une subvention peut être octroyée à une autorité publique coordonnant les différentes autorités de la région concernée conformément à l'article 168, paragraphe 1, point f), des modalités d'exécution du règlement financier. Compte tenu des caractéristiques spécifiques de l'action, ce groupe d'autorités publiques est le mieux placé pour mener les activités requises, en raison de sa compétence technique et de son degré de spécialisation.

1.7. Mise en œuvre:

Montant indicatif:	3 500 000 EUR
Taux de financement:	80 % au maximum du coût total
Calendrier indicatif	Décision d'attribution: mai 2008
Type d'acte conformément à l'article 160 <i>sexies</i> des modalités d'exécution du règlement financier	Convention de subvention écrite

1.8. Principaux critères de sélection et d'attribution:

Critères de sélection (candidat)	<ul style="list-style-type: none"> a) Entités publiques chargées de la lutte contre les incendies de grande ampleur b) Preuve d'une capacité opérationnelle, de qualifications professionnelles et d'une expérience adéquates pour mener à bien le projet conformément aux objectifs et résultats prévus
Critères d'attribution (proposition)	<ul style="list-style-type: none"> a) Clarté et cohérence de la justification, des objectifs et du calendrier b) Méthode de mise en œuvre c) Rapport coût-efficacité d) Valeur ajoutée européenne e) Degré de couverture de la région européenne éventuellement sinistrée par des incendies de forêt de grande ampleur

1.9. Autres informations:

Les crédits peuvent être utilisés pour couvrir le paiement des intérêts de retard dus aux contractants et aux bénéficiaires, en application de l'article 106 des modalités d'exécution du règlement financier, du fait d'engagements juridiques conclus sur la ligne budgétaire actuelle.

ANNEXE II

1. ACTIONS A MENER EN 2008 DANS LE CADRE D'UN APPEL DE PROPOSITIONS: ACTION PREPARATOIRE CONCERNANT UNE CAPACITE DE REACTION RAPIDE DE L'UE

Base juridique:

Projet pilote et actions préparatoires conformément à l'article 49, paragraphe 6, points a) et b), du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 (règlement financier)

1.1. Ligne budgétaire:

07 04 05 – Action préparatoire concernant une capacité de réaction rapide de l'UE

1.2. Enveloppe budgétaire: 4 000 000 EUR

1.3. Nombre indicatif de projets à financer: 3 - 6

1.4. Objectifs des actions:

L'action préparatoire vise à répondre immédiatement aux besoins urgents découlant de catastrophes majeures.

L'action préparatoire est destinée à améliorer l'offre d'assistance en faisant en sorte que les ressources fondamentales de protection civile et l'équipement essentiel soient disponibles ou prêts à être mis en œuvre durant des périodes déterminées, conformément aux scénarios de réaction aux catastrophes majeures.

La durée des actions financées au titre du projet se situera entre 6 mois (au minimum) et 2 ans (au maximum).

1.5. Résultats attendus:

Test portant sur plusieurs modalités concernant la mise à disposition des ressources aux fins des opérations européennes relevant de la protection civile.

Les actions peuvent consister à créer des modules de protection civile que les organisations de protection civile mettraient à disposition ou tiendraient prêts en vue d'une mise en œuvre pour les interventions européennes relevant de la protection civile et/ou d'autres types de capacités complémentaires mis à la disposition du centre de suivi et d'information (MIC) pour ces interventions.

1.6. Mise en œuvre:

Montant indicatif:	4 000 000 EUR
Taux de financement:	80 % au maximum du coût total
Calendrier indicatif	Publication de l'appel: juin 2008 Décision d'attribution: décembre 2008

Type d'acte conformément à l'article 160 <i>sexies</i> des modalités d'exécution du règlement financier	Convention de subvention écrite
---	---------------------------------

1.7. Principaux critères de sélection et d'attribution:

Critères de sélection (candidat)	<p>a) Entités privées ou publiques bénéficiant du soutien officiel des autorités responsables de la protection civile dans les États membres</p> <p>b) Preuve d'une capacité opérationnelle, de qualifications professionnelles et d'une expérience adéquates pour mener à bien le projet conformément aux objectifs et résultats prévus</p>
Critères d'attribution (proposition)	<p>a) Clarté et cohérence de la justification, des objectifs et du calendrier</p> <p>b) Méthode de mise en œuvre</p> <p>c) Rapport coût-efficacité</p> <p>d) Valeur ajoutée européenne</p>

1.8. Autres informations:

Les crédits peuvent être utilisés pour couvrir le paiement des intérêts de retard dus aux contractants et aux bénéficiaires, en application de l'article 106 des modalités d'exécution du règlement financier, du fait d'engagements juridiques conclus sur la ligne budgétaire actuelle.

MITTEILUNG AN DIE KOMMISSION

Mit dem vorliegenden Entwurf für einen Beschluss wird ein Jahresarbeitsprogramm für Finanzhilfen zur Umsetzung folgender Vorhaben im Jahr 2008 festgelegt:

- eines Pilotprojektes zur Stärkung der Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten bei der Bekämpfung von Waldbränden
und
- einer vorbereitenden Maßnahme für einen Krisenreaktionsmechanismus der EU.

Um mit der Veröffentlichung der gemäß dem Beschluss vorgesehenen Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen fortfahren, die Mittel für das Jahr 2008 binden und ein Pilotprojekt sowie eine vorbereitende Maßnahme durchführen zu können, wird die Kommission ersucht,

- (1) den beigefügten Entwurf für einen Beschluss zu billigen;
- (2) die GD Umwelt zu dessen Umsetzung zu ermächtigen.



KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Brüssel, den
k 4(2008)

(NICHT ZUR VERÖFFENTLICHUNG
BESTIMMT)

Entwurf

BESCHLUSS DER KOMMISSION

vom [...]

über das Jahresarbeitsprogramm für die im Rahmen eines Pilotprojektes und einer vorbereitenden Maßnahme im Bereich des Katastrophenschutzes zu finanzierenden Maßnahmen

Entwurf

BESCHLUSS DER KOMMISSION

vom [...]

über das Jahresarbeitsprogramm für die im Rahmen eines Pilotprojektes und einer vorbereitenden Maßnahme im Bereich des Katastrophenschutzes zu finanzierenden Maßnahmen

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1605/2002 des Rates vom 25. Juni 2002 über die Haushaltsordnung für den Gesamthaushaltsplan der Europäischen Gemeinschaften¹, zuletzt geändert durch die Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1995/2006 des Rates vom 13. Dezember 2006², insbesondere auf Artikel 49 Absatz 6 Buchstaben a und b,

in Erwägung nachstehender Gründe:

- (1) Gemäß Artikel 49 Absatz 1 der Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1605/2002 (nachstehend die „Haushaltsordnung“ genannt) können Haushaltsmittel für eine Maßnahme der Gemeinschaften oder der Europäischen Union nur verwendet werden, wenn zuvor ein Basisrechtsakt erlassen worden ist.
- (2) Gemäß Artikel 49 Absatz 6 Buchstaben a und b der Haushaltsordnung können abweichend von Absatz 1 Mittel für Pilotprojekte experimenteller Art, mit denen Durchführbarkeit und Nutzen einer Maßnahme bewertet werden, und - in den Anwendungsbereichen des EG-Vertrags - Mittel für vorbereitende Maßnahmen, die auf die Erarbeitung von Vorschlägen für künftige Maßnahmen abstellen, ohne Basisrechtsakt verwendet werden, sofern die Gemeinschaften oder die Europäische Union für die zu finanzierende Maßnahme die Befugnis haben bzw. hat.
- (3) Gemäß Artikel 110 der Haushaltsordnung sind Finanzhilfen in ein Jahresarbeitsprogramm aufzunehmen. Dieses Jahresarbeitsprogramm wird im Wege von Aufforderungen zur Einreichung von Vorschlägen umgesetzt, ausgenommen in ordnungsgemäß begründeten dringenden Ausnahmefällen oder wenn für eine bestimmte Maßnahme aufgrund ihrer Merkmale oder der Merkmale des Empfängers nur ein bestimmter Empfänger in Frage kommt.
- (4) Gemäß Artikel 166 der Verordnung (EG, Euratom) Nr. 2342/2002 vom 23. Dezember 2002 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1605/2002

¹ ABl. L 248 vom 16.9.2002, S. 1.

² ABl. L 390 vom 30.12.2006, S. 1.

des Rates über die Haushaltsordnung für den Gesamthaushaltsplan der Europäischen Gemeinschaften³ (nachstehend „Durchführungsbestimmungen zur Haushaltsordnung“ genannt), zuletzt geändert durch die Verordnung (EG, Euratom) Nr. 478/2007 der Kommission vom 23. April 2007⁴, ist das Jahresarbeitsprogramm für den Bereich der Finanzhilfen von der Kommission anzunehmen. Das Arbeitsprogramm soll Angaben über den Basisrechtsakt, die Ziele, den Zeitplan für die Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen sowie deren Richtbetrag und die erwarteten Ergebnisse enthalten.

- (5) Gemäß Artikel 168 Absatz 1 Buchstabe f der Durchführungsbestimmungen zur Haushaltsordnung können Finanzhilfen ohne Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen zugunsten von Maßnahmen mit besonderen Merkmalen gewährt werden, für die auf eine hochqualifizierte oder hochspezialisierte Einrichtung oder eine Einrichtung mit besonderen Verwaltungskapazitäten zurückgegriffen werden muss, sofern die betreffenden Maßnahmen nicht unter eine Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen fallen.
- (6) Die Ereignisse der letzten Jahre und insbesondere die Ereignisse im Sommer 2007 haben deutlich gemacht, wie groß in einigen Mitgliedstaaten die Gefahren bei Waldbränden sind. Das Risikoniveau wird durch das von der Gemeinsamen Forschungsstelle verwaltete Europäische Waldbrand-Informationssystem (European Forest Fire Information System - EFFIS) überwacht. In praktisch allen Fällen konnten die mit derartigen Ereignissen konfrontierten Länder die Situation erst bewältigen, nachdem ihnen andere Mitgliedstaaten operative Unterstützung geleistet haben. Auch wenn der betreffende Mitgliedstaat für die Brandbekämpfung und Organisation der Hilfseinsätze zuständig ist, machen die Häufigkeit und Intensität der Waldbrände, die in vielen Mitgliedstaaten gewütet haben, die Organisation einer verstärkten operativen Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten erforderlich.
- (7) Am 4. September 2007 hat das Europäische Parlament eine Entschließung⁵ zu den Naturkatastrophen des Sommers 2007 angenommen, in der es die Solidarität der Europäischen Union, ihrer Mitgliedstaaten und anderer Länder, die den betroffenen Regionen in der durch die Waldbrände entstandenen Notlage beigestanden haben, würdigt und darauf hinweist, dass das Ausmaß dieser Phänomene und ihre Auswirkungen oft über die regionale und nationale Ebene und Fähigkeiten hinausgehen, und fordert dringend ein wirksames europäisches Engagement.
- (8) In der Entschließung vom 4. September 2007 zu den Naturkatastrophen des Sommers 2007 würdigte das Europäische Parlament den Beitrag des Beobachtungs- und Informationszentrums (BIZ), das die Mobilisierung und Koordinierung der Katastrophenschutzhilfe in Notsituationen unterstützt und gefördert hat. Es stellte jedoch fest, dass die Ressourcen der Mitgliedstaaten zur Bekämpfung von Waldbränden, insbesondere aus der Luft, begrenzt sind und dass es den Mitgliedstaaten nicht immer möglich ist, Hilfe anzubieten, wenn die Ressourcen auf nationaler Ebene gebraucht werden. Einige Mitgliedstaaten erhielten daher weniger Hilfe als andere, und die EU als Ganzes hat keine ausreichende Solidarität bewiesen.

³ ABl. L 357 vom 31.12.2002. Zuletzt geändert durch die Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1995/2006 des Rates vom 13. Dezember 2006 (ABl. L 390 vom 30.12.2006)

⁴ ABl. L 111 vom 28.4.2007, S. 13.

⁵ P6_TA(2007)0362, Entschließung des Europäischen Parlaments vom 4. September 2007 zu Naturkatastrophen.

Die Ereignisse des Sommers 2007 haben bewiesen, dass die Hilfe der Mitgliedstaaten nicht ausreichte, um einen raschen und angemessenen Katastrophenschutz bei allen diesen Notfällen zu gewährleisten.

- (9) In der Entschließung vom 4. September 2007 forderte das Europäische Parlament die Schaffung einer europäischen Truppe, die in Notsituationen sofort reagieren könnte, wie im Bericht von Kommissionsmitglied Barnier „Für eine europäische Katastrophenschutztruppe: Europe aid“ vorgeschlagen wurde. Darüber hinaus wird in einer Entschließung des Europäischen Parlaments vom 12. Dezember 2007 zu dem Legislativ- und Arbeitsprogramm der Kommission für 2008 unter Punkt 38 die Schaffung einer europäischen Truppe unterstützt, die in Notfällen unverzüglich tätig werden kann, wie dies im Bericht Barnier vorgeschlagen wird, und die Kommission aufgefordert, diesbezüglich einen konkreten Vorschlag vorzulegen.
- (10) Am 20. Dezember 2007 hat die Kommission Durchführungsvorschriften erlassen, die den technischen Rahmen für dreizehn Arten von Katastrophenschutzmodulen schuf⁶, einschließlich Pumparbeiten und Wasseraufbereitung, Suche und Rettung in Städten und in kontaminierter Umgebung, Brandbekämpfung aus der Luft, medizinische Unterstützung, Notunterkünfte, Feststellung von Kontaminationen nach Katastrophen sowie Teams für die technische Unterstützung.
- (11) Die Kommission hat ihr Konzept für die Stärkung der Katastrophenabwehrkapazitäten der Europäischen Union in der von ihr am 5. März 2008 angenommenen Mitteilung KOM(2008)130 endg. dargelegt. Hierzu gehört die Erprobung der mit den Mitgliedstaaten getroffenen Vereinbarungen über die Bereitstellung von sofort einsatzfähigen Katastrophenschutzmodulen für europäische Katastrophenschutzzeinsätze.
- (12) Die Haushaltsbehörde hat im EU-Haushalt 2008 unter der Haushaltslinie 07 04 04 für ein Pilotprojekt zur Stärkung der Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten bei der Bekämpfung von Waldbränden und unter der Haushaltslinie 07 04 05 für eine vorbereitende Maßnahme für einen Krisenreaktionsmechanismus der EU Sondermittel vorgesehen.
- (13) Es sollte daher ein Arbeitsprogramm für die im Rahmen dieser beiden Haushaltslinien zu finanzierenden Maßnahmen angenommen werden.
- (14) Dieser Beschluss gilt als Finanzierungsbeschluss im Sinne von Artikel 75 der Haushaltsordnung und Artikel 90 der Durchführungsbestimmungen zur Haushaltsordnung und betrifft die von der Haushaltsbehörde im Haushaltsplan 2008 für ein Pilotprojekt und eine vorbereitende Maßnahme zur Erprobung der in Erwägungsgrund 11 genannten Vereinbarungen bereitgestellten Mittel -

⁶ ABl. L 20 vom 24.1.2008, S. 23.

BESCHLIESST:

Artikel 1

1. Das in den Anhängen I und II enthaltene Arbeitsprogramm wird hiermit als Jahresarbeitsprogramm für die im Rahmen eines Pilotprojektes und einer vorbereitenden Maßnahme für einen Krisenreaktionsmechanismus der EU zu finanzierenden Maßnahmen angenommen.
2. Der Generaldirektor für Umwelt wird das in den Anhängen I und II enthaltene jährliche Arbeitsprogramm für Finanzhilfen veröffentlichen und seine Durchführung gewährleisten.

Artikel 2

Der Höchstbeitrag der Gemeinschaft wird auf 3 500 000 EUR aus Mitteln der Haushaltslinie 07 04 04 und auf 4 000 000 EUR aus Mitteln der Haushaltslinie 07 04 05 des Gesamthaushaltsplan der Europäischen Union für 2008 festgesetzt.

Brüssel, den [...]

*Für die Kommission
Stavros DIMAS
Mitglied der Kommission*

ANHANG I

1. **MASSNAHMEN, DIE IM JAHR 2008 IM RAHMEN EINES DIREKTZUSCHUSSES DURCHGEFÜHRT WERDEN SOLLEN:** Pilotprojekt zur Stärkung der Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten bei der Bekämpfung von Waldbränden

Rechtsgrundlage:

Pilotprojekt und vorbereitende Maßnahme im Sinne von Artikel 49 Absatz 6 Buchstaben a und b der Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1605/2002 (Haushaltsordnung)

1.1. Haushaltslinie:

07 04 04 - Pilotprojekt zur Stärkung der Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten bei der Bekämpfung von Waldbränden

1.2. Eingesetzte Haushaltsmittel: 3 500 000 EUR

1.3. Vorläufige Anzahl der voraussichtlich zu finanzierenden Projekte: 1

1.4. Ziele der Maßnahmen:

Ziel ist es, mithilfe des Gemeinschaftsverfahrens für den Katastrophenschutz die Mobilisierung von Einsatzmitteln und Rettungskräften aus den Mitgliedstaaten zu verbessern, um einem anderen Mitgliedstaat bei Waldbränden, deren Zahl und Ausmaß die logistischen und personellen Kapazitäten des betreffenden Mitgliedstaats übersteigen, Hilfe zu leisten.

Die Laufzeit der im Rahmen des Projektes finanzierten Maßnahmen beträgt (mindestens) 4 bis (höchstens) 18 Monate.

1.5. Erwartete Ergebnisse der Maßnahmen:

Die erwarteten Ergebnisse umfassen: (1) Zusammenlegung von Ressourcen sowie Ausbau und Bildung eines Pools von zusätzlichen Reserveressourcen; (2) Erfahrungen mit der Bereitstellung von Brandbekämpfungseinheiten für europäische Waldbrandbekämpfungseinsätze und (3) Szenarien für die Reaktion bei Großwaldbränden, einschließlich der Erfassung der bestehenden nationalen Ressourcen und der Ermittlung von potenziellen Engpässen hinsichtlich der Verfügbarkeit dieser Kapazitäten zur Unterstützung von Mitgliedstaaten, die von Großbränden betroffen sind.

Diese Maßnahmen könnten die Erprobung einer taktischen Reserve umfassen, mit der den Mitgliedstaaten Hilfe bei der Brandbekämpfung angeboten werden kann, selbst wenn die Mitgliedstaaten, die potenziell helfen könnten, in ihrem eigenen Hoheitsgebiet mit hohen Risiken oder mit Notsituationen konfrontiert sind und daher den Hilfe suchenden Mitgliedstaat nicht unterstützen können.

1.6. Begründung der Vergabe einer Finanzhilfe ohne Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen

Der Kreis der Begünstigten ist begrenzt auf die öffentlichen Stellen, die für die Bekämpfung von Großwaldbränden zuständig sind und die potenziell betroffene(n) Region(en) abdecken. Die Maßnahme kann daher nur durchgeführt werden, wenn sich die öffentlichen Stellen der betroffenen Region zusammenschließen. Demnach kann die Finanzhilfe einer öffentlichen Stelle gewährt werden, die gemäß Artikel 168 Absatz 1 Buchstabe f der Durchführungsbestimmungen zur Haushaltsordnung die Koordinierung zwischen den verschiedenen Behörden der betroffenen Region vornimmt. Angesichts der besonderen Merkmale der Maßnahme ist diese Gruppe von öffentlichen Stellen aufgrund ihrer technischen Qualifikation und Spezialisierung für die Ausübung der verlangten Tätigkeiten am besten geeignet.

1.7. Durchführung:

Richtbetrag:	3 500 000 EUR
Finanzierungsrate:	höchstens 80 % der Gesamtkosten
Vorläufiger Zeitplan:	Zuschlagserteilung: Mai 2008
Art des rechtlichen Instruments gemäß Art. 160e der Durchführungsbestimmungen zur Haushaltsordnung	schriftliche Finanzhilfevereinbarung

1.8. Wichtigste Auswahl- und Zuschlagskriterien:

Auswahlkriterien (Bewerber)	<ul style="list-style-type: none"> a) öffentliche Stellen, die für die Bekämpfung von Großbränden zuständig sind b) Nachweis für angemessene operationelle Fähigkeiten, berufliche Eignung sowie Erfahrung im Hinblick auf die Durchführung des Projekts gemäß den vorgeschlagenen Zielen und Leistungen
Vergabekriterien (Vorschläge)	<ul style="list-style-type: none"> a) Eindeutigkeit und Logik von Grundprinzipien, Zielen und Planung b) Methodik für die Durchführung c) Kostenwirksamkeit d) Europäischer Mehrwert e) Abdeckung der EU-Regionen, die potenziell von Großwaldbränden betroffen sind

1.9. Sonstige Angaben

Die Mittel können gemäß Artikel 106 der Durchführungsbestimmungen zur Haushaltsordnung verwendet werden, um Auftragnehmern und Begünstigten

Verzugszinsen zu zahlen, die sich aus rechtlichen Verpflichtungen auf der Grundlage der geltenden Haushaltlinie ergeben.

ANHANG II

1. MASSNAHMEN, DIE IM JAHR 2008 IM RAHMEN EINER AUFFORDERUNG ZUR EINREICHUNG VON VORSCHLÄGEN DURCHFÜHRT WERDEN SOLLEN: VORBEREITENDE MASSNAHME FÜR EINEN KRISENREAKTIONSMECHANISMUS DER EU

Rechtsgrundlage:

Pilotprojekt und vorbereitende Maßnahme im Sinne von Artikel 49 Absatz 6 Buchstaben a und b der Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1605/2002 (Haushaltsordnung)

1.1. Haushaltslinie:

07 04 05 - vorbereitende Maßnahme für einen Krisenreaktionsmechanismus der EU

1.2. Eingesetzte Haushaltsmittel: 4 000 000 EUR

1.3. Vorläufige Anzahl der voraussichtlich zu finanzierenden Projekte: 3 - 6

1.4. Ziele der Maßnahmen:

Ziel der vorbereitenden Maßnahme ist es, nach schweren Katastrophen sofort auf dringenden Bedarf zu reagieren.

Mit der vorbereitenden Maßnahme soll die Verfügbarkeit von Hilfe verbessert werden, indem sichergestellt wird, dass Schlüsselressourcen des Katastrophenschutzes und wesentliche Gerätschaften in Übereinstimmung mit Szenarien für die Reaktion auf schwere Katastrophen zu den entsprechenden Zeiten zur Verfügung stehen.

Die Laufzeit der im Rahmen des Projektes finanzierten Maßnahmen beträgt (mindestens) 6 Monate bis (höchstens) 2 Jahre.

1.5. Erwartete Ergebnisse der Maßnahmen:

Erprobung von Vereinbarungen über die Bereitstellung von Ressourcen für europäische Katastrophenschutz-Einsätze.

Die Maßnahmen könnten aus Katastrophenschutzmodulen, die Katastrophenschutz-Einrichtungen für europäische Katastrophenschutz-Einsätze bereitstellen, und/oder aus zusätzlichen Kapazitäten bestehen, die das Beobachtungs- und Informationszentrum (BIZ) für solche Einsätze zur Verfügung stellt.

1.6. Durchführung

Richtbetrag:	4 000 000 EUR
Finanzierungsrate:	höchstens 80 % der Gesamtkosten

Vorläufiger Zeitplan:	Veröffentlichung der Aufforderung: Juni 2008 Zuschlagserteilung: Dezember 2008
Art des rechtlichen Instruments gemäß Art. 160e der Durchführungsbestimmungen zur Haushaltsordnung	schriftliche Finanzhilfevereinbarung

1.7. Wichtigste Auswahl- und Zuschlagskriterien:

Auswahlkriterien (Bewerber)	<p>a) Private oder öffentliche Stellen, die von den für Katastrophenschutz zuständigen Behörden in den Mitgliedstaaten formell unterstützt werden</p> <p>b) Nachweis für angemessene operationelle Fähigkeiten, berufliche Eignung sowie Erfahrung im Hinblick auf die Durchführung des Projekts gemäß den vorgeschlagenen Zielen und Leistungen</p>
Vergabekriterien (Vorschläge)	<p>a) Eindeutigkeit und Logik von Grundprinzipien, Zielen und Planung</p> <p>b) Methodik für die Durchführung</p> <p>c) Kostenwirksamkeit</p> <p>d) Europäischer Mehrwert</p>

1.8. Sonstige Angaben

Die Mittel können gemäß Artikel 106 der Durchführungsbestimmungen zur Haushaltsordnung verwendet werden, um Auftragnehmern und Begünstigten Verzugszinsen zu zahlen, die sich aus rechtlichen Verpflichtungen auf der Grundlage der geltenden Haushaltslinie ergeben.

MEMORANDUM TO THE COMMISSION

The present draft Decision establishes an annual work programme for grants to implement in 2008

- a pilot project to step up cooperation between Member States on combating forest fires;
and
- a preparatory action on an EU rapid response capability

In order to proceed with the publication of the call planned under the Decision, to enter the relevant financial and legal commitments in 2008 and to implement a pilot project and a preparatory action, the Commission is invited to:

- (1) approve the draft decision in the annex,
- (2) habilitate DG Environment to implement it.



COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

Brussels,
C 1 (2008)

(NOT TO BE PUBLISHED)

Draft

COMMISSION DECISION

of [...]

on the annual work programme for the actions to be financed in the framework of a pilot project and a preparatory action in the area of civil protection

Draft

COMMISSION DECISION

of [...]

on the annual work programme for the actions to be financed in the framework of a pilot project and a preparatory action in the area of civil protection

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Community,

Having regard to Council Regulation (EC, Euratom) No 1605/2002 of 25 June 2002¹ on the Financial Regulation applicable to the general budget of the European Communities, as last amended by Council Regulation No 1995/2006 of 13 December 2006², and in particular Article 49(6), (a) and (b) thereof,

Whereas:

- (1) Under Article 49(1) of Regulation (EC, Euratom) No 1605/2002 (hereinafter referred to as "Financial Regulation"), a basic act shall first be adopted before the appropriations entered in the budget for any action by the Communities or by the European Union may be used.
- (2) Under Article 49(6) (a) and (b) of the Financial Regulation, by way of derogation from paragraph 1, appropriations for pilot schemes of an experimental nature designed to test the feasibility of an action and its usefulness, and appropriations for preparatory actions in the fields of application of the EC Treaty designed to prepare proposals with a view to the adoption of future actions may be implemented without a basic act provided the actions which they are intended to finance fall within the powers of the Communities or the European Union
- (3) Under Article 110 of the Financial Regulation, grants are subject to an annual programme. That annual work programme shall be implemented through the publication of calls for proposals, save in duly substantiated exceptional cases of urgency or where the characteristics of the beneficiary or of the action leave no other choice for a given action.
- (4) Under Article 166 of Regulation (EC, Euratom) No 2342/2002 of 23 December 2002 laying down detailed rules for the implementation of Council Regulation (EC, Euratom) No 1605/2002 on the Financial Regulation applicable to the general budget

¹ OJ L 248, 16.09.2002, p. 1

² OJ L 390, 30.12.2006, p. 1

of the European Communities³ (hereinafter referred to as "detailed rules for implementation of the Financial Regulation"), as last amended by Commission Regulation (EC, Euratom) No 478/2007 of 23 April 2007⁴, the annual work programme for grants is to be adopted by the Commission. It is to specify the basic act, the objectives, and the schedule of calls for proposals with the indicative amounts and the results expected.

- (5) Under Article 168(1) (f) of the detailed rules for implementation of the Financial Regulation, grants may be awarded without a call for actions with specific characteristics that require a particular type of body on account of its technical competence, its high degree of specialisation or its administrative power, on condition that the actions concerned do not fall within the scope of a call for proposals.
- (6) Events in recent years, in particular in summer 2007, have highlighted the scale of risks in some Member States when forest fires occur. The level of risk is monitored by the European Forest Fire Information system managed by the Joint Research Centre. In virtually all cases, the countries that have had to cope with such events have not been able to bring the situation under control until operational assistance has been provided by other Member States. While responsibility for dealing with fires and organising help lies with the individual Member State concerned, the frequency and intensity of the fires that have devastated many Member States make it necessary to arrange for increased operational cooperation between Member States.
- (7) On the 4th September 2007 the European Parliament adopted a resolution⁵ on that summer's natural disasters, acknowledging the solidarity of the European Union, its Member States and other countries in assisting the affected regions during forest fire emergencies and drawing attention to the fact that the scale and impact of these phenomena frequently go beyond the regional and national level and capabilities, thus calling for an effective European commitment as a matter of urgency.
- (8) In the resolution of 4th September 2007 on this summer's natural disasters, the European Parliament recognised the contribution of the Civil Protection Monitoring and Information Centre (MIC) in supporting and facilitating the mobilisation and coordination of civil protection assistance during emergencies; it noted, however, that Member State resources to combat forest fires, especially by aerial means, are limited and that it is not always possible for Member States to offer support when the resources are needed on their national territory. As a result, some Member States received less assistance than others and the EU as a whole failed to display sufficient solidarity. The events of the 2007 summer have proven that the Member States' assistance was not sufficient to ensure a rapid and adequate civil protection response to all of the emergencies.
- (9) In the resolution of 4th September 2007, the European Parliament called for the creation of a European force that could immediately react on emergencies as proposed in the report "For a European civil protection force: Europe aid" from Mr Barnier. Furthermore, on the 12th December 2007, a resolution of the European Parliament on

³ OJ L 357, 31.12.2002, last amended by Council Regulation (EC, Euratom) No 1995/2006 of 13 December 2006, OJ L 390, 30.12.2006

⁴ OJ L 111, 28.04.2007, p. 13

⁵ P6_TA(2007)0362, European Parliament resolution on this summer's natural disasters

the Commission legislative and work programme 2008, suggests under paragraph 38 the creation of a European force that could immediately react in emergencies, as proposed in the Barnier report and asks the Commission to formulate a concrete proposal to that end.

- (10) On 20 December 2007, the Commission adopted implementing rules creating the technical framework for 13 types of civil protection modules⁶, including water pumping and purification, search and rescue in urban and in contaminated conditions, aerial fire fighting, medical assistance, emergency shelter, identification of contaminations after disasters, as well as technical assistance support teams.
- (11) The Commission has outlined its approach for reinforcing the Union's Disaster Response Capacity in Communication COM (2008)130 final adopted by the Commission on 5 March 2008. This includes the testing of arrangements with the Member States for making civil protection modules available at all times for European civil protection interventions.
- (12) The budgetary authority has earmarked specific funding in the budget of the EU for 2008, namely on budget line 07 04 04 for a Pilot Project to step up cooperation between Member States on combating forest fires, and on budget line 07 04 05 for a Preparatory Action on an EU rapid response capability.
- (13) It is therefore necessary to adopt a work programme for the actions to be financed under these two budget lines.
- (14) This decision constitutes a financing decision within the meaning of Article 75 of the Financial Regulation and Article 90 of detailed rules for implementation of the Financial Regulation and is applicable to the funds made available as a pilot project and a preparatory action by the Budgetary Authority in the 2008 budget to test the arrangements mentioned under recital 11.

HAS DECIDED AS FOLLOWS:

Article 1

1. The work programme set out in Annexes I and II is hereby adopted as the annual work programme for the actions to be financed in the framework of, respectively, a Pilot Project to step up cooperation between Member States on combating forest fires and a Preparatory Action on an EU rapid response capability.
2. The Director-General for Environment shall publish the annual work programme for grants listed in Annexes I and II and ensure its implementation.

⁶ OJ L 20, 24.1.2008, p.23.

Article 2

The maximum contribution of the Community is set at EUR 3.500.000 to be financed from budget line 07 0404 and at EUR 4.000.000 to be financed from budget line 07 04 05 of the General Budget of the European Union for 2008.

Done at Brussels, [...]

For the Commission
Stavros DIMAS
Member of the Commission

ANNEX I

1. ACTIONS TO BE IMPLEMENTED IN 2008 THROUGH A DIRECT GRANT: Pilot Project to step up cooperation between Member States on combating forest fires

Legal basis:

Pilot project and preparatory actions in accordance with Art. 49.6a and b of Regulation (EC, Euratom) No 1605/2002 (Financial Regulation).

1.1. Budget line:

07 04 04 - Pilot Project to step up cooperation between Member States in combating forest fires

1.2. Budget amount: 3 500 000 €

1.3. Indicative number of projects expected to be financed: 1

1.4. Objectives of the actions:

Improve the mobilisation of operational resources and emergency support from Member States through the Community Mechanism for Civil Protection to assist a Member State in coping with forest fires too numerous and too intense to be handled by that State using its own logistical capacity and manpower.

The duration of the actions funded under the project will be between 4 months (min) and 18 months (max).

1.5. Expected results of the actions:

The expected results include (1) the pooling of resources and the deployment and pooling of additional reserve resources; (2) lessons learned on making fire-fighting resources available for European forest fire fighting operations; and (3) scenarios for the response to major fires, including the inventory of existing national resources and the identification of the potential limitations in the availability of such capacities for assisting Member States affected by major fires.

These actions might take the form of the testing of a tactical reserve that would make fire-fighting assistance available in the Member States even when Member States that could potentially help are facing high risks or emergencies on their territory and are therefore unable to assist the Member State requesting assistance.

1.6. Justification for proposing to award a grant without call for proposals

The scope of beneficiaries is limited to public entities responsible for fighting major fires and covering the potentially affected region(s). The action can therefore only be implemented through a grouping of public entities of this region. It is therefore considered that a grant can be awarded to a public authority coordinating the different authorities of the concerned region in accordance with Article 168(1)(f) of the detailed rules for implementation of the Financial Regulation. In view of the

specific characteristics of the action, this group of public authorities is best placed to carry out the required activities, given its technical competence and its degree of specialisation.

1.7. Implementation:

Indicative amount :	€3 500 000
Financing rate :	Maximum 80 % of the total cost
Indicative schedule	Award decision : May 2008
Type of Act according to Art.160 e) of the detailed rules for implementation of the Financial Regulation	Written grant agreement

1.8. Main selection and award criteria:

Selection criteria (applicant)	<ul style="list-style-type: none"> a) Public entities responsible for fighting major fires b) Evidence of adequate operational capacity and professional qualifications and experience to carry out the project according to the proposed objectives and deliverables
Award criteria (proposal)	<ul style="list-style-type: none"> a) Clarity and consistency of rationale, objectives and planning b) Methodology for implementation c) Cost-effectiveness d) European added-value e) Degree of coverage of the EU region potentially affected by major forest fires

1.9. Other information

Appropriations may be used to cover the payment of interest on late payment due to contractors and beneficiaries in accordance with Article 106 of the Implementing Rules of the Financial Regulation, arising from legal commitments concluded on the current budget line.

ANNEX II

1. ACTIONS TO BE IMPLEMENTED IN 2008 THROUGH A CALL FOR PROPOSALS: PREPARATORY ACTION ON AN EU RAPID RESPONSE CAPABILITY

Legal basis:

Pilot project and preparatory actions in accordance with Art. 49.6a and b of Regulation (EC, Euratom) No 1605/2002 (Financial Regulation).

1.1. Budget line:

07 04 05 - Preparatory action on an EU rapid response capability

1.2. Budget amount: 4 000 000€

1.3. Indicative number of projects to be financed: 3 - 6

1.4. Objectives of the actions:

The preparatory action is designed to respond immediately to critical needs arising from major disasters.

The preparatory action is intended to improve the availability of assistance by ensuring that key civil protection resources and essential equipment are either available or on standby during relevant periods, in line with scenarios for responding to major disasters.

The duration of the actions funded under the project will be between 6 months (min) and 2 years (max).

1.5. Expected results of the actions:

Testing of a range of arrangements which make resources available for European civil protection operations.

Actions may consist of the development of civil protection modules that civil protection organisations make available or keep on standby for European civil protection interventions and/or other types of additional complementary capacities made available to the Monitoring and Information Centre (MIC) for such interventions.

1.6. Implementation

Indicative amount :	€ 4 000 000
Financing rate :	Maximum 80 % of the total cost
Indicative schedule	Publication of call : June 2008 Award decision: December 2008

Type of Act according to Art.160 e) of the detailed rules for implementation of the Financial Regulation	Written grant agreement
--	-------------------------

1.7. Main selection and award criteria:

Selection criteria (applicant)	<p>a) Private or public entities enjoying formal support from the authorities responsible for civil protection in the Member States</p> <p>b) Evidence of adequate operational capacity and professional qualifications and experience to carry out the project according to the proposed objectives and deliverables</p>
Award criteria (proposal)	<p>a) Clarity and consistency of rationale, objectives and planning</p> <p>b) Methodology for implementation</p> <p>c) Cost-effectiveness</p> <p>d) European added-value</p>

1.8. Other information

Appropriations may be used to cover the payment of interest on late payment due to contractors and beneficiaries in accordance with Article 106 of the Implementing Rules of the Financial Regulation, arising from legal commitments concluded on the current budget line.